

Rénovation, transformation et
fabrication sur mesure de mobiliers
pour la bibliothèque universitaire
(BU) des Tanneurs de l'Université
de Tours

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Consultation n°

202503311023

SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	8
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
8. LITIGE ET SANCTIONS	12
9. FIN DU CONTRAT	13

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Rénovation, transformation et fabrication sur mesure de mobiliers pour la bibliothèque universitaire (BU) des Tanneurs de l'Université de Tours
	Acheteur	Université de Tours
	Type de contrat	Marché ordinaire de services
	Structure	3 lots
	Lieu d'exécution	Bibliothèque universitaire des Tanneurs, 5 rue des Tanneurs, 37041 Tours.
	Délai	Se référer à l'article 4 du présent document.
	Développement durable	Clause environnementale - Critère environnemental
	Pénalités de retard	75 € par jour de retard, 150 € par jour au-delà de 5 jours de retard
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix forfaitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Le présent marché a pour objet la rénovation, transformation et fabrication sur mesure de mobiliers pour la bibliothèque universitaire (BU) des Tanneurs de la Direction des bibliothèques et des archives (DBA) de l'Université de Tours.

Les prestations font l'objet de 3 lots , traités par marchés séparés, à savoir :

Lot n° 1 : Restauration de tables et chaises de travail pour les salles de lecture de la BU Tanneurs
Lot n° 2 : Rénovation et fabrication sur mesure d'éléments de mobilier pour transformer une partie des rayonnages de la BU Tanneurs
Lot n° 3 : Conception et fabrication de tables et panneaux sur mesure pour les salles de lecture de la BU Tanneurs

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Bibliothèque universitaire des Tanneurs, 5 rue des Tanneurs, 37041 Tours.**

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles (le diagnostic du mobilier existant et le descriptif du projet) ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur

- au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université de Tours**, représenté par le président de l'Université de Tours (Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel).

Direction des Bibliothèques et des Archives - Bibliothèque des Tanneurs

Représentant : Le Président de l'Université de Tours
(Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel)
Adresse : Université de Tours
BP 12050 - 60 rue du Plat D'Etain
37020 Tours Cedex 1
Téléphone : 02 47 36 66 58
Courriel : commande-publique@univ-tours.fr
Site internet : www.univ-tours.fr

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **3 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

Type	Objet
Consultation	Rénovation, transformation et fabrication sur mesure de mobiliers pour la bibliothèque universitaire (BU) des Tanneurs de l'Université de Tours <i>Les prestations font l'objet de 3 lots , traités par marchés séparés.</i>
Lot	Lot n°1 - Restauration de tables et chaises de travail pour les salles de lecture de la BU Tanneurs
Lot	Lot n°2 - Rénovation et fabrication sur mesure d'éléments de mobilier pour transformer une partie des rayonnages de la BU Tanneurs
Tranche	Tranche ferme - Rénovation et fabrication sur mesure d'éléments de mobilier pour transformer

Type	Objet
	une partie des rayonnages de la BU Tanneurs
Tranche	Tranche optionnelle n°1 - Rénovation et fabrication sur mesure d'éléments de mobilier supplémentaires pour transformer une partie des rayonnages de la BU Tanneurs
Lot	Lot n°3 - Conception et fabrication de tables et panneaux sur mesure pour les salles de lecture de la BU Tanneurs
Tranche	Tranche ferme - Conception et fabrication de tables sur mesure pour les salles de lecture de la BU Tanneurs
Tranche	Tranche optionnelle n°1 - Conception et fabrication de tables sur mesure supplémentaires pour les salles de lecture de la BU Tanneurs

Définitions :

Lot	:	Unité autonome d'attribution du contrat à l'intérieur d'une consultation
Tranche	:	La tranche ferme est exécutée de manière certaine, les tranches optionnelles sont affermies ou non en cours d'exécution

■ **Délai d'affermissement :**

Les tranches optionnelles sont affermies dans les délais suivants :

Tranche	Délai d'affermissement
Lot n° 2 - Tranche optionnelle n°1 - Rénovation et fabrication sur mesure d'éléments de mobilier supplémentaires pour transformer une partie des rayonnages de la BU Tanneurs	12 mois à compter de la notification du marché
Lot n° 3 - Tranche optionnelle n°1 - Conception et fabrication de tables sur mesure supplémentaires pour les salles de lecture de la BU Tanneurs	12 mois à compter de la notification du marché

■ **Indemnités liées aux tranches optionnelles :**

Le contrat ne prévoit aucune indemnité pour le titulaire en cas de retard ou de non affermissement d'une tranche optionnelle.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée du marché :**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification valant commande des prestations.

Pour les marchés à tranche (lots n° 2 et 3), la notification du marché vaut commande des prestations de la tranche ferme.

Le marché (ou la tranche considérée) se termine à l'admission des prestations.

■ **Délais d'exécution :**

Le délai d'exécution des prestations est précisé par la titulaire dans son offre, il démarre à compter de la notification du marché.

Les délais maximum d'exécution des prestations sont :

Lot	Prestation	Délai maximum d'exécution
Lot n°1 - Restauration de tables et chaises de travail pour les	Prestations décrites du marché	Les prestations (livraison et installation du mobilier sur le site

salles de lecture de la BU Tanneurs		des tanneurs compris) sont à exécuter pour le 16/01/2026 au plus tard.
Lot n°2 - Rénovation et fabrication sur mesure d'éléments de mobilier pour transformer une partie des rayonnages de la BU Tanneurs	Tranche ferme de prestation (livraison et installation du mobilier au 3 ^{ème} étage)	Les prestations (livraison et installation du mobilier au 3 ^{ème} étage de la BU sur le site des tanneurs compris) sont à exécuter pour le 05/12/2025 au plus tard.
	Tranche ferme de prestation (livraison et installation du mobilier au 1 ^{er} et 2 ^{ème} étage)	Les prestations (livraison et installation du mobilier au 1 ^{er} et 2 ^{ème} étage de la BU sur le site des tanneurs compris) sont à exécuter pour le 16/01/2026 au plus tard.
Lot n°3 - Conception et fabrication de tables et panneaux sur mesure pour les salles de lecture de la BU Tanneurs	Tranche ferme de prestations	Les prestations (livraison et installation du mobilier sur le site des tanneurs compris) sont à exécuter pour le 16/01/2026 au plus tard.

Avant de procéder à toute livraison de mobilier, le prestataire prendra contact avec M. Frédéric Duton (Email : frederic.duton@univ-tours.fr) - Responsable de la Bibliothèque universitaire des Tanneurs afin de programmer et d'avoir son accord sur les dates de livraison et d'installation.

■ **Prestations similaires :**

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ **Variation des prix :**

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix du contrat comprennent également les frais de manutention et d'installation du mobilier selon les plans fournis par RCP Design.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat ou de la tranche considérée est supérieur à 25 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 15% du montant du marché ou de la tranche considérée.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ Périodicité des paiements :

Les paiements sont échelonnés comme suit :

- 60% du montant du marché (ou de la tranche considérée pour les marchés à tranche) à la livraison des prestations et/ou fourniture

- 40% du montant du marché (ou de la tranche considérée pour les marchés à tranche) à l'admission des prestations et/ou fourniture

Sur sa demande, le titulaire peut bénéficier d'acomptes intermédiaire en application des articles R. 2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique. En ce cas, il transmettra la facture correspondant à la demande et justifiera de l'avancement des prestations.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par acompte (articles R2191-20 et suivants du Code de la commande publique).

■ Remise des demandes de paiement :

Service facturier (SFACT)
Université de Tours
60 rue du Plat d'Etain
37020 Tours cedex
Téléphone : 02 47 36 64 35
Courriel : sfact-marches@univ-tours.fr
Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

Les conditions de réalisation des prestations sont spécifiées dans le cahier des charges.

6.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, le délai de vérification est fixé à 21 jours.

Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service et/ou la fourniture dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisé et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service et/ou fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation et/ou la fourniture qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes : M. Frédéric Duton - Responsable de la Bibliothèque universitaire des Tanneurs

6.3. Développement durable

■ **Clause environnementale :**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat spécifique au Lot n° 1 « Restauration de tables et chaises de travail pour les salles de lecture de la BU Tanneurs » :**

Dans son offre, le titulaire chiffre distinctement l'incidence financière (moins-value ou plus-value) dans le cas où la prestation est réalisée dans les locaux de l'Université.

L'université de Tours se réserve la possibilité d'activer de façon unilatérale cette modification de contrat, dans un délai maximum de 5 jours ouvrés après la notification du marché.

Sa décision sera formalisée par un écrit et en l'absence de décision dans le délai la modification de contrat est réputée non activée.

Dans le cas où cette modification de contrat serait activée :

- le prix chiffré en moins-value viendra en déduction du montant de l'offre sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au marché.

- le prix chiffré en plus-value viendra en supplément du montant de l'offre sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au marché.

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de

ses conditions de paiement.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 75,00 € par jour ouvré de retard.</p> <p>Au-delà d'un délai de 5 jours, la pénalité passe à 150,00 € par jour de retard.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du contrat.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>
Non-respect clause environnementale	En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité forfaitaire de 350,00 €
Pénalité pour tout manquement aux autres obligations contractuelles	Une pénalité de 350€ par manquement aux obligations contractuelles constatées sera appliquée.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.e>

conomie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
Orléans
45057 Orléans Cedex 1
Téléphone : 02 38 77 59 00
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr
Télécopie : 02 38 53 85 16

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ **Propriété intellectuelle :**

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Moyens mis à disposition par l'acheteur :**

Dans le cadre de la réalisation des prestations du contrat, l'acheteur met en œuvre les prestations suivantes : Se référer au cahier des charges.

■ **Garantie :**

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 12 Mois.

■ **Régime de la garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la

prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Opérations de vérification du service fait* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 27 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)